

AVANT-PROPOS

La presse quotidienne belge a rendu compte du rapport d'un Groupe d'études des investissements publics, créé à la fin de 1952 à l'invitation de la Commission économique interministérielle. J'en extrais ce qui suit :

<i>Retard dans l'exécution du programme décennal de 1947 (1948-1953)</i> <i>(En millions de francs de 1948)</i>	<i>Retard</i>
<i>Communications (S.N.C.F.B., etc.)</i>	— 10.767
<i>Travaux publics (voies hydrauliques, etc.)</i>	— 10.258
<i>Ports d'Anvers et de Gand</i>	-- 4.583
<i>Administrations subordonnées</i>	<u>+ 10.183</u>
<i>Retard global</i>	— 15.125

Il faut entendre par administrations subordonnées les provinces, villes et communes. On doit se réjouir de l'avance des investissements de caractère urbain, car le retard de l'équipement urbain était grand dans presque tout le pays. Cependant, on peut y voir un indice de la concentration de l'intérêt des pouvoirs publics sur les problèmes d'intérêt local et le retard de plus de 25 milliards de francs dans les investissements d'intérêt national montre combien ces pouvoirs ignorent ou négligent les grands problèmes nationaux. Cependant, l'intérêt économique des investissements par les administrations subordonnées, notamment au point de vue de la rentabilité, est généralement moindre que celui des investissements sur le plan national.

Tous les pays voisins s'équipent en vue de se préparer les plus grands avantages dans l'organisation européenne future. Cela ne ressort pas seulement clairement des événements diplomatiques, mais les faits sont beaucoup plus significatifs.

Cependant que nos voies de communications sont négligées, que leur modernisation est en retard de 25 milliards, la France termine

l'électrification de la ligne ferrée Thionville-Valenciennes, elle achève la modernisation de ses ports, elle presse de tout son poids sur la canalisatation de la Moselle.

La Hollande a fait de même : son rail est électrifié, ses ports et ses voies navigables sont modernisés, ses auto-routes s'édifient à un rythme impressionnant.

Or, nous avons sur nos voisins des avantages naturels : nos itinéraires sont plus courts, notre topographie est plus favorable, nos terrains sont meilleurs, mais nous laissons compromettre, par notre inactivité, nos avantages et nos chances. L'aménagement de la Moselle, l'Européisation de la Sarre sont des conceptions politiques, que la nature ne favorise en aucune manière, et qui ne nous sont pas propices. Mais quelles sont nos réactions efficaces ?

On invoquera comme excuse que le retard de 25 milliards correspond probablement aux dépenses pour le réarmement. Mais elles ne sont ni rentables ni productives et c'est à juste titre que le Groupe d'études ne les met pas au nombre des investissements publics. Ces équipements sont, par nature, destinés à être rapidement périmés ; ils ne constituent pas un apport économique. Si l'on tient compte de l'appauvrissement que le pays a subi de la guerre, il s'est établi ainsi une véritable et dangereuse rupture d'équilibre, que l'euphorie des conjonctures favorables a sans doute dérobée aux vues de ceux qui ont la charge des destins de la Belgique.

L'Université a aussi des devoirs. Par la formation des élites qui lui est confiée, elle agit sur le destin du pays. Cette charge tourne ses préoccupations davantage vers l'avenir qu'elle dirige ses regards sur l'actualité. Elle connaît l'état d'esprit de ses disciples qui seront demain les serviteurs du pays ; elle éprouve leurs inquiétudes.

Elle peut, elle doit en toute sérénité exprimer un avertissement lorsqu'il devient nécessaire. Celui-ci n'est pas le premier, mais il est urgent. En matière d'équipement national, on rattrape difficilement le temps perdu et l'on peut rencontrer des difficultés sinon irrémédiables, du moins longues à surmonter.

Car, lorsque les crédits nécessaires auront été rendus disponibles, peut-être s'apercevra-t-on que l'on ne dispose pas des hommes nécessaires pour s'en servir à bon escient. Ce sera comme au Congo Belge, où les ingénieurs et les cadres font défaut depuis des années pour l'exécution du programme des travaux publics.

Mais ce sera encore plus grave en Belgique. On a laissé périlcliter le Corps des Ponts et Chaussées à un point incroyable. On doit craindre que le pays en subisse un grave préjudice.

L'objet de ce Tome Spécial du Bulletin du C.E.R.E.S. est de présenter le programme urgent des investissements publics, tel qu'il est établi par des hommes qualifiés. J'ai cru pouvoir en tirer des conclusions qui montrent que le problème n'est pas seulement financier, mais qu'il implique des difficultés qui pourraient échapper à toute action urgente, que notamment on n'improvise pas des spécialistes et qu'il est dangereux d'abandonner les problèmes d'équipement national aux aléas des vicissitudes politiques.

F. CAMPUS.
